

Séance ordinaire du mardi 21 septembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI, Clothilde OLLIER

Création d'une prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

En application du décret n° 2019-1261 du 26 novembre 2019 modifiant le décret n° 2012-624 du 3 mai 2012 fixant les modalités et les limites de la prime d'intéressement à la performance collective des services dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics, et afin de reconnaître l'investissement collectif des agents de la Ville de Montpellier, dans la gestion de la crise sanitaire et des services, dans le respect du cap financier, il est proposé pour l'exercice 2021 la mise en place au sein des services de la Ville de Montpellier de la prime d'intéressement à la performance collective.

I- Bénéficiaires

La prime d'intéressement pourra être attribuée aux fonctionnaires titulaires, stagiaires, aux agents contractuels de droit public mensualisés, aux agents mis à disposition auprès de la collectivité, aux agents en position de détachement, et également aux agents de droit privé dans la mesure où ces derniers participent effectivement à l'atteinte des objectifs du service (ou groupe de services) pour lequel a été instituée cette prime.

II - Montant

Dans le respect du plafond annuel défini par le décret n° 2019-1262 du 28 novembre 2019, le montant de cette indemnité est fixé à 300 € brut par an et par agent des services ayant atteint les résultats fixés.

III- Conditions de versement

En application de l'article 5 du décret n° 2012-624 du 3 mai 2012, pour bénéficier de la prime, une présence effective au sein de la Ville de Montpellier ou de Montpellier Méditerranée Métropole d'au moins trois mois pendant la période de référence, soit les six derniers mois de l'année 2021, est requise.

Pour la comptabilisation de la durée de présence effective, sont considérées comme de la présence effective les périodes :

- de congés annuels, congés pris au titre du compte épargne temps, congés liés à la réduction du temps de travail,
- de congés de maladie ordinaire, congés de maternité, congés d'adoption, congés de paternité,
- de congés pour accident de service ou pour maladie contractée dans l'exercice des fonctions, pour accident de travail ou maladie professionnelle des agents contractuels,
- de congés pour formation syndicale, les autorisations d'absence et décharges de service pour l'exercice d'un mandat syndical,
- de formation professionnelle, à l'exception de la durée du congé pour formation professionnelle.

Pour la prise en compte du temps de présence effective, les services à temps partiel et à temps non complet sont considérés comme des services à temps plein. Un agent peut être exclu du bénéfice de la prime au titre d'une année, en raison d'une insuffisance caractérisée de sa manière de servir. Cette exclusion est formalisée par un rapport joint à l'entretien professionnel de l'agent.

IV- Objectifs pris en compte

Chacun des services de la collectivité a le double objectif de participer à la continuité de service dans le cadre de la crise sanitaire et du respect du cap financier. Des objectifs complémentaires peuvent être définis par service selon des orientations précisées en comité technique.

V- Versement de la prime

Le montant individuel attribué à chaque agent est fixé, pour chaque service à l'issue de la période de référence.

Le montant est identique pour chaque agent composant le service en fonction des résultats atteints. Le caractère forfaitaire de la prime permet en effet de répondre aux objectifs de mobilisation des agents autour d'un objectif commun au service ou au groupe de services.

Conformément aux dispositions de la circulaire du ministère de l'Intérieur n° INTB1234383C du 22 octobre 2017, la prime d'intéressement à la performance collective suit les mêmes règles que le traitement de l'agent (proratisation en fonction du temps de travail de l'agent et des absences notamment).

La prime d'intéressement à la performance collective s'ajoute aux diverses primes et indemnités composant le régime indemnitaire individuel de l'agent et est versée en supplément du régime indemnitaire.

Elle sera versée à chaque agent au terme de l'évaluation des résultats collectivement atteints.

Les modalités de création de la prime d'intéressement à la performance collective ont fait l'objet d'un avis du comité technique en date du 17 septembre 2021.

Le montant total de cette prime est estimé à 1 325 000 € en année pleine.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la création d'une prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de la ville selon les modalités définies ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-170726-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.